

# INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV

SITUATION TRIMESTRIELLE ARRETEE AU 31 MARS 2015

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ARRETES AU 31 MARS 2015

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre conseil d'administration réuni le 15 avril 2014 et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers trimestriels de la Société «INTERNATIONALE OBLIGATAIRE-SICAV» pour la période allant du premier janvier au 31 mars 2015, tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître un total du bilan de D : 28.212.251, un actif net de D : 27.790.715 et un bénéfice de la période de D : 243.474.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société «INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV», comprenant le bilan au 31 mars 2015, ainsi que l'état de résultat, l'état de variation de l'actif net, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

### ***Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers***

1. La direction de la société est responsable de l'arrêté, de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### ***Responsabilité de l'auditeur***

2. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### ***Opinion***

3. A notre avis, les états financiers trimestriels de la Société « INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV », annexés au présent rapport, sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 mars 2015, ainsi que de la performance financière et de la variation de l'actif net pour la période close à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.
4. Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus exprimée, nous faisons signaler que :
  - Les emplois en titres émis par l'« AMEN BANK », la « BTE », et l' « UIB » représentent, respectivement, à la clôture de la période 11,07%, 13,56% et 13,29% de l'actif net, se situant ainsi au-dessus du seuil de 10% fixé par l'article 29 du code des organismes de placement collectif.
  - Les placements monétaires et les disponibilités représentent à la clôture de la période 23,24% du total des actifs se situant ainsi au-dessus du seuil de 20% fixé par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 Septembre 2001.

Tunis, le 27 avril 2015

**Le Commissaire Aux Comptes :**

**FINOR**  
**Mustapha MEDHIOUB**

**BILAN ARRETE AU 31 MARS 2015**  
(Montants exprimés en dinars)

<b>ACTIF</b>	<b>Note</b>	<b>31/03/2015</b>	<b>31/03/2014</b>	<b>31/12/2014</b>
<b>Portefeuille-titres</b>	4	21 642 906,678	29 004 407,636	23 581 305,848
Obligations et valeurs assimilées		21 555 094,738	28 916 890,451	23 494 284,653
OPCVM		87 811,940	87 517,185	87 021,195
<b>Placements monétaires et disponibilités</b>		6 556 650,565	1 533 975,819	3 520 543,353
Disponibilités		6 556 650,565	1 533 975,819	3 520 543,353
<b>Autres actifs</b>	5	12 694,202	7 190,581	8 084,616
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>28 212 251,445</b>	<b>30 545 574,036</b>	<b>27 109 933,817</b>
<b>PASSIF</b>				
<b>Opérateurs créditeurs</b>	6	43 684,440	48 000,543	34 746,145
<b>Autres créditeurs divers</b>	7	377 852,376	290 180,614	374 264,653
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>421 536,816</b>	<b>338 181,157</b>	<b>409 010,798</b>
<b>ACTIF NET</b>				
<b>Capital</b>	8	26 499 508,719	28 841 551,359	25 688 827,058
<b>Sommes distribuables</b>				
Sommes distribuables de l'exercice clos		1 044 413,005	1 090 253,950	97,537
Sommes distribuables de l'exercice en cours		246 792,905	275 587,570	1 011 998,424
<b>ACTIF NET</b>		<b>27 790 714,629</b>	<b>30 207 392,879</b>	<b>26 700 923,019</b>
<b>TOTAL PASSIF ET ACTIF NET</b>		<b>28 212 251,445</b>	<b>30 545 574,036</b>	<b>27 109 933,817</b>

**ETAT DE RESULTAT**  
(Montants exprimés en dinars)

	<i>Note</i>	<i>Période du 01/01 au 31/03/2015</i>	<i>Période du 01/01 au 31/03/2014</i>	<i>Année 2014</i>
<b>Revenus du portefeuille-titres</b>	9	253 858,962	336 745,043	1 231 424,244
Revenus des obligations et valeurs assimilées		253 858,962	336 745,043	1 228 514,269
Revenus des titres OPCVM		-	-	2 909,975
<b>Revenus des placements monétaires</b>	10	48 112,563	10 293,113	76 484,147
<b>TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS</b>		301 971,525	347 038,156	1 307 908,391
<b>Charges de gestion des placements</b>	11	(43 684,440)	(48 000,543)	(154 274,910)
<b>REVENU NET DES PLACEMENTS</b>		258 287,085	299 037,613	1 153 633,481
<b>Autres charges</b>	12	(14 233,225)	(16 823,091)	(56 786,699)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		244 053,860	282 214,522	1 096 846,782
Régularisation du résultat d'exploitation		2 739,045	(6 626,952)	(84 848,358)
<b>SOMMES DISTRIBUABLES DE LA PERIODE</b>		246 792,905	275 587,570	1 011 998,424
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(2 739,045)	6 626,952	84 848,358
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		(579,385)	13 981,295	36 420,396
Plus (ou moins) values réalisées sur titres		-	(42 038,500)	(116 643,500)
Frais de négociation de titres		-	-	(191,672)
<b>RESULTAT DE LA PERIODE</b>		<b>243 474,475</b>	<b>254 157,317</b>	<b>1 016 432,006</b>

**ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET**  
(Montants exprimés en dinars)

	<i>Période du 1/01 au 31/03/2015</i>	<i>Période du 1/01 au 31/03/2014</i>	<i>Année 2014</i>
<b>VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>	<u>243 474,475</u>	<u>254 157,317</u>	<u>1 016 432,006</u>
Résultat d'exploitation	244 053,860	282 214,522	1 096 846,782
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		(579,385)	13 981,295
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	-	(42 038,500)	(116 643,500)
Frais de négociation de titres	-	-	(191,672)
<b>DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES</b>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(1 072 407,600)</u>
<b>TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL</b>	<u>846 317,135</u>	<u>(2 681 791,832)</u>	<u>(5 878 128,781)</u>
<b>Souscriptions</b>			
- Capital	4 712 257,554	3 908 052,720	13 947 785,280
- Régularisation des sommes non distribuables	(46,017)	(1 615,128)	(24 803,459)
- Régularisation des sommes distribuables	199 706,066	162 454,197	463 265,591
<b>Rachats</b>			
- Capital	(3 900 992,402)	(6 486 685,920)	(19 632 618,720)
- Régularisation des sommes non distribuables	41,911	2 468,169	31 490,010
- Régularisation des sommes distribuables	(164 649,977)	(266 465,870)	(663 247,483)
<b>VARIATION DE L'ACTIF NET</b>	<u><b>1 089 791,610</b></u>	<u><b>(2 427 634,515)</b></u>	<u><b>(5 934 104,375)</b></u>
<b>ACTIF NET</b>			
En début de période	26 700 923,019	32 635 027,394	32 635 027,394
En fin de période	27 790 714,629	30 207 392,879	26 700 923,019
<b>NOMBRE D' ACTIONS</b>			
En début de période	250 218	305 432	305 432
En fin de période	258 120	280 387	250 218
<b>VALEUR LIQUIDATIVE</b>	<u><b>107,666</b></u>	<u><b>107,735</b></u>	<u><b>106,711</b></u>
<b>TAUX DE RENDEMENT</b>	<u><b>0,90%</b></u>	<u><b>0,83%</b></u>	<u><b>3,51%</b></u>

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS AU 31 MARS 2015

### **NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE**

INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 05 Juin 1998 à l'initiative de l'Union Internationale de Banques « UIB » et a reçu l'agrément de Monsieur le Ministre des finances, en date du 03 Novembre 1997.

Elle a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

La gestion de l'"INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV" est confiée à la Société d'intermédiation en bourse "UIB FINANCES" Ex "INTERMEDIAIRE INTERNATIONAL".

L'Union Internationale de Banques "UIB" assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres.

### **NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS**

Les états financiers trimestriels arrêtés au 31 mars 2015, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

### **NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES**

Les états inclus dans les états financiers trimestriels sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

#### **3.1-Prise en compte des placements et des revenus y afférents**

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le gestionnaire.

Les intérêts sur les placements en obligations et bons et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

#### **3.2-Évaluation des placements en obligations & valeurs assimilées**

Les placements en obligations et valeurs similaires sont évalués à leur prix d'acquisition. La différence par rapport au prix de remboursement est répartie sur la période restant à courir et constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

### 3.3-Evaluation des titres OPCVM

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

### 3.4-Evaluation des autres placements

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

### 3.5-Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

#### **Note 4 : Portefeuille-titres**

Le solde de ce poste s'élève au 31 mars 2015 à D : 21.642.906,678 et se détaille ainsi :

Désignation du titre	Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31/03/2015	% Actif net
<b><u>Obligations et valeurs assimilées</u></b>		<b>21 073 694,500</b>	<b>21 555 094,738</b>	<b>77,56%</b>
<b>Obligations de sociétés</b>		<b>20 409 374,500</b>	<b>20 885 917,428</b>	<b>75,15%</b>
AIL 2011/1	5 000	200 000,000	208 520,000	0,75%
AIL 2012-1	6 500	390 000,000	406 463,200	1,46%
AMENBANKES 2009	10 000	666 500,000	681 068,000	2,45%
AMENBANKES 2010	10 000	733 200,000	752 616,000	2,71%
AMENBANKES 2012	20 000	1 600 000,000	1 642 272,000	5,91%
ATL 2009/2	8 000	320 000,000	326 924,800	1,18%
ATL 2010/1	15 000	300 000,000	308 148,000	1,11%
ATL 2010/2	5 000	300 000,000	303 540,000	1,09%
ATL 2011	4 865	389 200,000	391 706,448	1,41%
ATL 2012-1	2 500	150 000,000	156 188,000	0,56%
ATL 2013-1 TF	3 000	300 000,000	315 381,600	1,13%
ATL 2013-1 TV	2 000	200 000,000	210 177,600	0,76%
ATL SUB 2008	5 000	400 000,000	412 356,000	1,48%
ATTIJARI LEAS 201	10 000	400 000,000	404 104,000	1,45%
BH 2009	20 000	1 538 000,000	1 555 328,000	5,60%
BNA 2009	10 000	666 500,000	694 820,000	2,50%
BTE 2009	15 000	750 000,000	767 088,000	2,76%
BTE 2010	20 000	1 200 000,000	1 228 608,000	4,42%

BTE 2011 A	22 000	1 760 000,000	1 772 091,200	6,38%
BTK 2009 A	5 000	142 875,000	143 443,000	0,52%
BTK 2009 C	5 000	333 250,000	334 654,000	1,20%
BTK 2012-1 B	1 650	117 859,500	120 055,980	0,43%
CIL 2010/1	10 000	200 000,000	205 640,000	0,74%
CIL 2010/2	10 000	200 000,000	203 656,000	0,73%
CIL 2011/1	10 000	200 000,000	201 080,000	0,72%
CIL 2012/1	5 000	200 000,000	200 052,000	0,72%
PANOBE02007	1 000	20 000,000	21 014,400	0,08%
STB 2011	20 000	1 142 600,000	1 152 376,000	4,15%
TL 2010/1	10 000	200 000,000	206 808,000	0,74%
TL 2010/2	5 000	100 000,000	101 656,000	0,37%
TL 2011/1	10 000	400 000,000	414 872,000	1,49%
TL 2011/2	5 000	200 000,000	204 016,000	0,73%
TL 2012/1 CA	5 000	300 000,000	312 416,000	1,12%
TL 2013	5 000	400 000,000	420 642,000	1,51%
TLSUB2010	5 000	100 000,000	100 392,000	0,36%
UBCI 2013	3 000	300 000,000	313 548,000	1,13%
UIB 2009/1 A	20 000	1 000 000,000	1 029 680,000	3,71%
UIB 2009/1 B	20 000	1 333 000,000	1 374 456,000	4,95%
UIB 2011/1 A	15 500	1 085 000,000	1 115 318,000	4,01%
UIB 2011/2	3 000	171 390,000	172 741,200	0,62%
<b>Bons du trésor assimilables</b>		<b>664 320,000</b>	<b>669 177,310</b>	<b>2,41%</b>
BTA 6,9-05/2022	600	664 320,000	669 177,31	2,41%
<b>Titre OPCVM</b>		<b>87 113,752</b>	<b>87 811,940</b>	<b>0,32%</b>
FINA O SICAV	835	87 113,752	87 811,940	0,32%
<b>Total</b>		<b>21 160 808,252</b>	<b>21 642 906,678</b>	<b>77,88%</b>
<b>Total par rapport au total des actifs</b>			<b>76,71%</b>	

#### Note 5 : Autres actifs

Ce poste présente au 31 mars 2015 un solde de D :12.694,202 contre un solde de D : 7.190,581 à la même date de l'exercice précédent et se détaille comme suit :

	<u>31/03/2015</u>	<u>31/03/2014</u>	<u>31/12/2014</u>
Intérêts à recevoir sur comptes de dépôt	3 289,860	-	-
Débiteurs divers	9 404,342	7 190,581	8 084,616
<b>Total</b>	<b>12 694,202</b>	<b>7 190,581</b>	<b>8 084,616</b>



**Note 6 : Opérateurs créditeurs**

Le solde de ce poste s'élève au 31/03/2015 à D : 43.684,440 contre D : 48.000,543 au 31/03/2014 et s'analyse comme suit :

	<u>31/03/2015</u>	<u>31/03/2014</u>	<u>31/12/2014</u>
Gestionnaire	33 684,440	38 000,543	34 746,145
Dépositaire	10 000,000	10 000,000	-
<b>Total</b>	<b>43 684,440</b>	<b>48 000,543</b>	<b>34 746,145</b>

**Note 7 : Autres créditeurs divers**

Le solde de ce poste s'élève au 31/03/2015 à D : 377.852,376 contre D : 290.180,614 au 31/03/2014 et s'analyse comme suit :

	<u>31/03/2015</u>	<u>31/03/2014</u>	<u>31/12/2014</u>
Redevance du CMF	2 519,735	2 643,502	2 302,833
Dividendes à payer	344 703,036	252 896,968	346 825,650
Commissaire aux comptes	15 205,440	17 698,640	12 000,000
Rémunération Président du Conseil	4 235,280	1 176,470	4 235,280
Rémunération Conseiller SICAV	-	1 133,428	-
Jetons de présence	10 471,260	14 071,263	8 400,000
Agios bancaires	299,689	-	188,249
Retenue à la source	52,909	49,702	102,641
TCL	365,027	510,641	210,000
<b>Total</b>	<b>377 852,376</b>	<b>290 180,614</b>	<b>374 264,653</b>

**Note 8 : Capital**

Les mouvements enregistrés sur le capital, au cours de la période allant du premier janvier au 31 mars 2015, se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2014

Montant	25 688 827,058
Nombre de titres	250 218
Nombre d'actionnaires	359

Souscriptions réalisées

Montant	4 712 257,554
Nombre de titres émis	45 899
Nombre d'actionnaires nouveaux	21

### Rachats effectués

Montant	(3 900 992,402)
Nombre de titres rachetés	(37 997)
Nombre d'actionnaires sortants	(10)

### Autres mouvements

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	(579,385)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	-
Régularisation des sommes non distribuables	(4,106)

### Capital au 31-03-2015

Montant	26 499 508,719
Nombre de titres	258 120
Nombre d'actionnaires	370

### **Note 9 : Revenus du portefeuille-titres**

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du premier janvier au 31 mars 2015 à D : 253.858,962 contre D : 336.745,043 pour la même période de l'exercice précédent se détaillant ainsi :

	du 01/01/2015 au 31/03/2015	du 01/01/2014 au 31/03/2014	Année 2014
<b><u>Revenus des obligations</u></b>	<b><u>245 692,238</u></b>	<b><u>314 051,040</u></b>	<b><u>1 171 125,172</u></b>
- Intérêts	245 692,238	314 051,040	1 171 125,172
<b><u>Revenus des titres émis par le trésor et négociables sur le marché financier</u></b>	<b><u>8 166,724</u></b>	<b><u>22 694,003</u></b>	<b><u>57 389,097</u></b>
- Intérêts des BTA	8 166,724	22 694,003	57 389,097
<b><u>Revenus des OPCVM</u></b>	<b><u>=</u></b>	<b><u>=</u></b>	<b><u>2 909,975</u></b>
- Dividendes	-	-	2 909,975
<b>TOTAL</b>	<b>253 858,962</b>	<b>336 745,043</b>	<b>1 231 424,244</b>

### **Note 10 : Revenus des placements monétaires**

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du premier janvier au 31 mars 2015 à D : 48.112,563 contre D : 10.293,113 , pour la même période de l'exercice précédent, se détaillant ainsi :

	du 01/01/2015 au 31/03/2015	du 01/01/2014 au 31/03/2014	Année 2014
Intérêts des dépôts à vue	48 112,563	10 293,113	76 484,147
<b>TOTAL</b>	<b>48 112,563</b>	<b>10 293,113</b>	<b>76 484,147</b>

**Note 11 : Charges de gestion des placements**

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/01 au 31/03/2015 à D : 43.684,440 contre D : 48.000,543 pour la période allant du 01/01 au 31/03/2014 et se détaillent ainsi :

	du 01/01/2015 au 31/03/2015	du 01/01/2014 au 31/03/2014	Année 2014
Rémunération du gestionnaire	33 684,440	38 000,543	144 274,910
Rémunération du dépositaire	10 000,000	10 000,000	10 000,000
<b>Total</b>	<b>43 684,440</b>	<b>48 000,543</b>	<b>154 274,910</b>

**Note 12 : Autres charges**

Les autres charges s'élèvent pour la période allant du 01/01 au 31/03/2015 à D : 14.233,225 contre D : 16.823,091 pour la même période de l'exercice précédent, et se détaillent ainsi :

	du 01/01/2015 au 31/03/2015	du 01/01/2014 au 31/03/2014	Année 2014
Redevance du CMF	6 736,619	7 599,790	28 853,946
Commissaire aux comptes	3 205,440	3 698,640	11 600,805
Jetons de présence	2 071,260	2 071,260	8 400,000
TCL	739,710	986,310	2 617,949
Charges diverses	1 480,196	2 467,091	5 313,999
<b>Total</b>	<b>14 233,225</b>	<b>16 823,091</b>	<b>56 786,699</b>

**Note 13 : Autres informations****Rémunération du gestionnaire :**

La gestion de l'"INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV" est confiée à la Société d'intermédiation en bourse "UIB FINANCES" Ex "INTERMEDIAIRE INTERNATIONAL". Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et financière de la société. En contrepartie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 0,5% (TTC) l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

**Rémunération du dépositaire :**

L'Union Internationale de Banques "UIB" assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres. En contrepartie de ses services, l'union Internationale de Banques perçoit une rémunération égale à 0,2% (TTC) l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien avec un plafond de dix mille (10.000) (TTC) dinars.